

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

(Article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015)

Je soussigné (e) (nom, prénom) :

Agissant en qualité de (fonction dans l'entreprise) :

Pour le compte de l'entreprise :

Adresse du siège social :

Déclare sur l'honneur, en application des dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics:

- être habilité à engager la société et notamment à signer les marchés ;
- que je ne fais pas et qu'aucune des personnes pouvant engager l'entreprise ne fait l'objet d'une interdiction à soumissionner sur le territoire national ou par un droit étranger (liquidation judiciaire, faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion à concourir ou interdiction légale) ;
- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas être admis au redressement judiciaire au sens des dispositions de l'article L. 631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
- que je n'ai pas fait et qu'aucune des personnes pouvant engager l'entreprise n'a fait l'objet au cours des cinq dernières années :
 - d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal
 - d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code général des impôts ;
 - d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du code du travail, ou au titre de l'article L.1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal.
- que l'entreprise que je représente a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédant l'année de lancement de la consultation et s'est dûment acquittée des impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3 et L. 620-3 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- être en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à Le

(Cachet et signature de la personne habilitée à engager l'entreprise)

**TOUTE FAUSSE DECLARATION EST PASSIBLE DE SANCTIONS PENALES
(ARTICLE 441-1 DU CODE PENAL)**